



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
Direction de la coordination
et de l'appui territorial**

ARRÊTÉ DCAT/BEPE/N° 2025-251
du 16 JUIL. 2025

portant enregistrement pour l'exploitation d'une installation de stockage de déchets inertes de la société NESLER & FILS sur le territoire de la commune de Hunting (57480), en application de l'article L.512-7 du code de l'environnement

Le Préfet de la Moselle
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu la directive 2011/92/UE du parlement européen et du conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L.512-7 à L.512-7-7, R.512-46-1 à R.512-46-30 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 16 janvier 2023 portant nomination de M. Richard Smith, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

Vu le décret du 28 avril 2025 portant nomination de M. Pascal Bolot, préfet de la Moselle ;

Vu l'arrêté DCL n°2025-A-45 du 19 mai 2025 portant délégation de signature de M. Richard Smith, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

Vu le plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) du Grand-Est, approuvé le 18 octobre 2019, volet intégré au Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) de la région Grand-Est approuvé le 24 janvier 2020 ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Rhin-Meuse 2022-2027 approuvé par arrêté préfectoral n°2022/141 du 18 mars 2022 ;

Vu le plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Hunting, dans sa version du 14 avril 2021 ;

Vu la demande présentée le 2 juin 2022, complétée les 12 décembre 2022 et 5 décembre 2024, par la société NESLER & FILS dont le siège social est situé 2 route de Sierck à Hunting (57480), pour l'enregistrement d'une installation de stockage des déchets inertes (rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées) sur le territoire de la commune de Hunting (57480) et pour l'aménagement de prescriptions générales de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 12 décembre 2014 modifié susvisé (article 6) ;

Vu le dossier technique annexé à sa demande, notamment les plans du projet et les justifications de la conformité des installations projetées aux prescriptions générales de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 12 décembre 2014 modifié susvisé (hormis pour son article 6) ;

Vu le rapport de recevabilité de la demande établi par l'inspection des installations classées le 23 janvier 2025 ;

Vu l'arrêté préfectoral DCAT/BEPE/n°2025-65 du 14 février 2025 portant ouverture d'une consultation du public relative au dossier de demande d'enregistrement présenté par la société NESLER & FILS pour l'exploitation d'une installation de stockage de déchets inertes sur la commune de Hunting, fixant les jours et heures où le dossier d'enregistrement a pu être consulté par le public ;

Vu les observations du public recueillies entre le 13 mars 2025 et le 10 avril 2025 inclus ;

Vu l'avis favorable du conseil municipal de Kerling-lès-Sierck lors de la séance du 4 mars 2025 ;

Vu l'avis favorable du conseil municipal de Hunting lors de la séance du 8 avril 2025 ;

Vu l'avis favorable du conseil municipal de Rettel lors de la séance du 14 avril 2025

Vu l'avis favorable du conseil municipal de Malling lors de la séance du 22 avril 2025 ;

Vu l'avis favorable du 21 août 2024 de la Communauté de Communes Bouzonvillois Trois Frontières compétente en matière d'urbanisme, sur la proposition d'usage futur du site ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 2 juin 2025 ;

Vu l'avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques lors de la consultation électronique du 15 au 24 juillet 2025 ;

Vu l'absence d'observations formulées par le pétitionnaire sur le projet d'arrêté lors de la consultation ;

Considérant que la demande d'enregistrement justifie du respect des prescriptions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales modifié susvisé (hormis pour la demande d'aménagement faite par le pétitionnaire) et que le respect de celles-ci permet de garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que la demande exprimée par la société NESLER & FILS d'aménagement des prescriptions générales de l'article 6 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales modifié susvisé est acceptable dans la mesure où elle fait l'objet d'un accord de la mairie de Hunting et

Préfecture de la Moselle - 9, place Jean-Marie Rausch - BP 71014 - 57034 METZ CEDEX 1 - Tél. : 03 87 34 87 34

www.moselle.gouv.fr

Accueil du public – renseignements généraux : du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h00 à 16h00

www.moselle.gouv.fr2

ne remet pas en cause la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, sous réserve du respect des prescriptions de l'article 2.1.1 du présent arrêté ;

Considérant que les circonstances locales (biodiversité, continuité écologique, nuisances vis-à-vis des riverains et présomption de risques archéologiques) nécessitent des prescriptions particulières telles que définies au chapitre 2.2 du présent arrêté pour garantir la protection des intérêts listés à l'art L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que la demande précise que le site sera, en cas d'arrêt définitif de l'installation, dévolu à un usage de type naturel ;

Considérant que l'examen des caractéristiques du projet eu égard aux critères définis à l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011, notamment par rapport à la localisation du projet et à la sensibilité environnementale des zones géographiques susceptibles d'être affectées, ne conduit pas à conclure à la nécessité de soumettre le projet à évaluation environnementale ;

Considérant en particulier :

- la localisation du projet ;
- la mise en œuvre de mesures d'évitement lors des travaux de déboisement ;
- la conservation d'une bande boisée pour maintenir les continuités écologiques ;
- que les caractéristiques des impacts du projet (ressources en eau, déchets, risques accidentels, ...) sur le milieu et la santé publique décrites par le pétitionnaire ne sont pas significatives au regard de l'environnement du projet ;

Considérant par ailleurs que l'importance des aménagements sollicités par le pétitionnaire dans son dossier de demande d'enregistrement par rapport aux prescriptions générales applicables ne justifie pas de demander un dossier complet d'autorisation ;

Considérant en conséquence, qu'il n'y a pas lieu d'instruire la demande selon les règles de procédure de l'autorisation environnementale ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

ARRÊTE

TITRE 1 – PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 – Bénéficiaire et portée

Article 1.1.1 – Exploitant, durée, péremption

L'installation de la société NESLER & FILS dont le siège social est situé 2 route de Sierck à Hunting (57480), faisant l'objet de la demande susvisée du 2 juin 2022 (complétée les 12 décembre 2022 et 5 décembre 2024), est enregistrée.

L'installation est localisée sur le territoire de la commune de Hunting (57480). Elle est détaillée au tableau de l'article 1.2.1 du présent arrêté.

L'enregistrement est prononcé pour une durée de 30 ans à compter de la signature du présent arrêté. L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà que si un nouvel enregistrement est prononcé. Il convient donc, le cas échéant, de déposer en temps utile une nouvelle demande d'enregistrement dans les formes réglementaires.

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet dans les conditions définies par l'article R. 512-74 du code de l'environnement.

CHAPITRE 1.2 – Nature et localisation de l'installation

Article 1.2.1 – Liste des installations classées concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Volume prévu	Régime ⁽¹⁾
2760	Installations de stockage de déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2720 : 3. Installation de stockage de déchets inertes	Périmètre autorisé (bande boisée incluse) : 1,53 ha Tonnage maximal : 74 208 tonnes (soit 46 380 m ³) Tonnage moyen annuel : 2 474 tonnes	E

⁽¹⁾ : E (enregistrement)

Article 1.2.2 – Situation de l'installation

Le site est implanté sur la commune et les parcelles suivantes :

Commune	Section	Parcelles
Hunting	8	102
		103
		104
		105
		106
		107
		199
		201

L'installation mentionnée à l'article 1.2.1 du présent arrêté est reportée avec ses références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 1.3 – Conformité au dossier d'enregistrement

Article 1.3.1 – Conformité au dossier d'enregistrement

L'installation et ses annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les dossiers déposés par l'exploitant, accompagnant sa demande d'enregistrement déposée le 2 juin 2022, complétée en décembre 2022 et en décembre 2024, auprès de Monsieur le préfet de la Moselle, et les porter à connaissance ultérieurs modifiant les conditions d'exploitation du site.

Elles respectent les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables moyennant les aménagements fixés par le présent arrêté.

CHAPITRE 1.4 – Mise à l'arrêt définitif

Article 1.4.1 – Mise à l'arrêt définitif

Après l'arrêt définitif des installations, le site est remis en état suivant le descriptif de la demande d'enregistrement, pour un usage de type naturel.

CHAPITRE 1.5 – Prescriptions techniques applicables

Article 1.5.1 – Arrêtés ministériels de prescriptions générales

S'appliquent à l'installation les prescriptions de :

- l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.

Article 1.5.2 – Aménagements des prescriptions générales

En référence à la demande de l'exploitant (article R.512-46-5 du code de l'environnement), les prescriptions de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sont aménagées comme indiqué au chapitre 2.1 du présent arrêté.

Article 1.5.3 – Renforcement des prescriptions générales

Les prescriptions générales qui s'appliquent à l'établissement pour son exploitation sont complétées et renforcées par celles du chapitre 2.2 du présent arrêté.

CHAPITRE 1.6 – Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice du respect de l'ensemble des autres réglementations, notamment celle relative aux espèces protégées, et n'exonèrent pas le bénéficiaire de l'obtention des autres autorisations administratives requises.

TITRE 2 – PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

CHAPITRE 2.1 – Aménagements des prescriptions générales

Article 2.1.1 – Aménagement de l'article 6 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 12 décembre 2014 modifié susvisé (distances d'éloignement)

Les dispositions de l'article 6 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 12 décembre 2014 modifié susvisé sont remplacées par les dispositions alternatives suivantes.

L'installation de stockage de déchets inertes est implantée à une distance d'éloignement de :

- 10 mètres des constructions à usage d'habitation, des établissements destinés à recevoir des personnes du public, des zones destinées à l'habitation ou des captages d'eau ;
- 10 mètres des voies d'eau et des voies ferrées.

L'exploitant est autorisé à stocker des déchets inertes jusqu'à la limite du site excepté en partie ouest de l'installation. En partie ouest de l'installation, les stockages de déchets inertes sont éloignés d'une distance d'au moins 20 mètres par rapport à la limite de site via une bande boisée préservée respectant les dispositions de l'article 2.2.1 du présent arrêté.

CHAPITRE 2.2 – Renforcement des prescriptions générales

Pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement, les prescriptions générales applicables aux installations sont complétées par celles des articles

Préfecture de la Moselle - 9, place Jean-Marie Rausch - BP 71014 - 57034 METZ CEDEX 1 - Tél. : 03 87 34 87 34

www.moselle.gouv.fr

Accueil du public – renseignements généraux : du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h00 à 16h00

2.2.1 à 2.2.5 ci-après.

Article 2.2.1 – Préservation de la biodiversité

Les travaux d'abattage des arbres sont réalisés :

- en dehors des périodes de nidification de l'avifaune et d'hibernation des chiroptères, soit en septembre ou octobre ;
- après le passage d'un écologue sur site permettant de s'assurer de l'absence d'occupation des arbres par ces espèces protégées. Le rapport de l'écologue est conservé par l'exploitant et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Une bande boisée préservée est maintenue en partie ouest du site. Les caractéristiques de cette bande sont conformes au dossier d'enregistrement.

Une clôture adaptée permettant de délimiter la limite de l'installation de stockage de déchets inertes et d'assurer le déplacement de la petite faune à travers le site et la bande boisée est mise en place.

Article 2.2.2 – Zone de chalandise

Les déchets inertes stockés sur site sont issus de chantiers locaux en provenance :

- à 90 % du département de la Moselle (minimum)
- à 10 % du département de la Meurthe-et-Moselle (maximum).

Des dépassements légers du seuil de 10 % pour les déchets meurthe-et-mosellans sont admissibles sous réserve de justification préalable auprès de l'inspection des installations classées.

Article 2.2.3 – Limitation des nuisances – trafic

La traversée de la commune de Hunting par les poids-lourds de la société NESLER & FILS est interdite. Les poids-lourds empruntent le chemin communal depuis la route départementale 61 à l'Est du site.

Article 2.2.4 – Limitation des nuisances - émissions sonores et vibrations

Les activités de l'installation, notamment d'apport, de stockage et de régilage, sont autorisées uniquement de 8h30 à 12h et de 13h à 19h30 du lundi au vendredi.

Article 2.2.5 – Vestiges archéologiques

Toute découverte de quelque ordre qu'elle soit (vestige, structure, objet, monnaie...) doit être signalée immédiatement au service régional de l'archéologie, site de Metz (6, Place de Chambre – 57045 METZ cedex 01 – Tél. 03.87.56.41.10), soit directement, soit par l'intermédiaire de la Mairie et de la Préfecture, en application de l'article L 531-14 du code du patrimoine.

Les vestiges découverts ne doivent pas être détruits. Tout contrevenant serait passible des peines portées à l'article 322-3-1 du code pénal.

TITRE 3 – DELAIS ET VOIES DE RECOURS :

En application des articles L.514-6 et R.514-3-1 du code de l'environnement la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

- 1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
- 2° Par les demandeurs ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à

laquelle la décision leur a été notifiée.

Le recours peut également être déposé par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

TITRE 4 : INFORMATION DES TIERS

- 1) Une copie de l'arrêté est déposée dans la mairie de Hunting et peut y être consultée ;
- 2) Un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché dans la mairie précitée pendant une durée minimum d'un mois ; le procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire concerné
- 3) L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal ayant été consulté en application de l'article R181-38 du code de l'environnement
- 4) L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois : publications – publicité légale installations classées et hors installations classées – arrondissement de Thionville – autres publications (arrêtés préfectoraux).

TITRE 5 : EXECUTION

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société Le NESLER & FILS.

Une copie du présent arrêté est transmise, pour information, au sous-préfet de Thionville

A Metz, le 16 JUL. 2025

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,

Richard Smith